

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/200184]

**21 DECEMBRE 2017.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 8 mars 2017, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 4 juillet 2017, portant exécution partielle, en matière d'Economie, d'Innovation et de Numérique, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Économie, de la Recherche, de l'Industrie, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, les articles 11 à 14;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 57 à 62;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'article 3, § 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté ministériel vise à proroger le délai d'agrément temporaire des prestataires afin de permettre au maximum de ceux-ci de se mettre en ordre par rapport à l'obtention du nouveau label sous la stricte condition que ces derniers se soient engagés concrètement, avant le 31 décembre 2017, dans la procédure de labellisation et matérialisent cet engagement par l'introduction d'un dossier de candidature;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 6 de l'arrêté ministériel du 8 mars 2017, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 4 juillet 2017, portant exécution partielle, en matière d'économie, d'innovation et de numérique, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les prestataires de services » sont remplacés par les mots « les prestataires de services qui se sont engagés concrètement, avant le 31 décembre 2017, dans la procédure de labellisation et ont matérialisé cet engagement par l'introduction d'un dossier de candidature via la plateforme [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « jusqu'au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 28 février 2018 »;

3° à l'alinéa 2, les mots « A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 » sont remplacés par les mots « A partir du 1<sup>er</sup> mars 2018 ».

**Art. 2.** A l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les prestataires de services sont » sont remplacés par les mots « les prestataires de services qui se sont engagés concrètement, avant le 31 décembre 2017, dans la procédure de labellisation et ont matérialisé cet engagement par l'introduction d'un dossier de candidature via la plateforme [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) sont »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « jusqu'au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 28 février 2018 »;

3° à l'alinéa 2, les mots « A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 » sont remplacés par les mots « A partir du 1<sup>er</sup> mars 2018 ».

**Art. 3.** A l'article 19 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les prestataires de services sont » sont remplacés par les mots « les prestataires de services qui se sont engagés concrètement, avant le 31 décembre 2017, dans la procédure de labellisation et ont matérialisé cet engagement par l'introduction d'un dossier de candidature via la plateforme [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) sont »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « jusqu'au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 28 février 2018 »;

3° à l'alinéa 2, les mots « A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 » sont remplacés par les mots « A partir du 1<sup>er</sup> mars 2018 ».

**Art. 4.** A l'article 22 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les prestataires de services » sont remplacés par les mots « les prestataires de services qui se sont engagés concrètement, avant le 31 décembre 2017, dans la procédure de labellisation et ont matérialisé cet engagement par l'introduction d'un dossier de candidature via la plateforme [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « jusqu'au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 28 février 2018 »;

3° à l'alinéa 2, les mots « A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 » sont remplacés par les mots « A partir du 1<sup>er</sup> mars 2018 ».

**Art. 5.** A l'article 25 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les prestataires de services » sont remplacés par les mots « les prestataires de services qui se sont engagés concrètement, avant le 31 décembre 2017, dans la procédure de labellisation et ont matérialisé cet engagement par l'introduction d'un dossier de candidature via la plateforme [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « jusqu'au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 28 février 2018 »;

3° à l'alinéa 2, les mots « A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 » sont remplacés par les mots « A partir du 1<sup>er</sup> mars 2018 ».

**Art. 6.** A l'article 28 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « les prestataires de services » sont remplacés par les mots « les prestataires de services qui se sont engagés concrètement, avant le 31 décembre 2017, dans la procédure de labellisation et ont matérialisé cet engagement par l'introduction d'un dossier de candidature via la plateforme [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) »;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « jusqu'au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 28 février 2018 »;  
 3° à l'alinéa 2, les mots « A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 » sont remplacés par les mots « A partir du 1<sup>er</sup> mars 2018 ».

**Art. 7.** A l'article 31 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, les mots « les prestataires de services » sont remplacés par les mots « les prestataires de services qui se sont engagés concrètement, avant le 31 décembre 2017, dans la procédure de labellisation et ont matérialisé cet engagement par l'introduction d'un dossier de candidature via la plateforme [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) »;

2° au paragraphe 2, les mots « jusqu'au 31 décembre 2017 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 28 février 2018 »;

3° à l'alinéa 2, les mots « A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 » sont remplacés par les mots « A partir du 1<sup>er</sup> mars 2018 ».

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Namur, le 21 décembre 2017.

P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/200184]

**21. DEZEMBER 2017 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 8. März 2017, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 4. Juli 2017, zur Teilausführung in den Bereichen Wirtschaft, Innovation und digitale Technologien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio**

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen, Artikel 11 bis 14;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 57 bis 62;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der vorliegende Ministerielle Erlass darauf abzielt, die Frist für die vorübergehende Zulassung der Diensteanbieter zu verlängern, um es einer größtmöglichen Anzahl Diensteanbieter zu ermöglichen, die Auflagen zu erfüllen, die für die Erlangung der neuen Zertifizierung notwendig sind, unter der strengen Voraussetzung, dass Letztere sich vor dem 31. Dezember 2017 konkret verpflichtet haben, sich in das Zertifizierungsverfahren einzuschalten, und diese Verpflichtung durch die Einreichung einer Bewerbungsakte bestätigt haben;

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 6 des Ministeriellen Erlasses vom 8. März 2017, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 4. Juli 2017, zur Teilausführung in den Bereichen Wirtschaft, Innovation und digitale Technologien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "die Diensteanbieter" durch folgende Wörter ersetzt: "die Diensteanbieter, die sich vor dem 31. Dezember 2017 konkret verpflichtet haben, sich in das Zertifizierungsverfahren einzuschalten, und diese Verpflichtung durch die Einreichung einer Bewerbungsakte über die Plattform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) bestätigt haben" ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter "bis zum 31. Dezember 2017" durch die Wörter "bis zum 28. Februar 2018" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "Ab dem 1. Januar 2018" durch "Ab dem 1. März 2018" ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "die Diensteanbieter" durch folgende Wörter ersetzt: "die Diensteanbieter, die sich vor dem 31. Dezember 2017 konkret verpflichtet haben, sich in das Zertifizierungsverfahren einzuschalten, und diese Verpflichtung durch die Einreichung einer Bewerbungsakte über die Plattform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) bestätigt haben" ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter "bis zum 31. Dezember 2017" durch die Wörter "bis zum 28. Februar 2018" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "Ab dem 1. Januar 2018" durch "Ab dem 1. März 2018" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 19 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "die Diensteanbieter" durch folgende Wörter ersetzt: "die Diensteanbieter, die sich vor dem 31. Dezember 2017 konkret verpflichtet haben, sich in das Zertifizierungsverfahren einzuschalten, und diese Verpflichtung durch die Einreichung einer Bewerbungsakte über die Plattform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) bestätigt haben" ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter "bis zum 31. Dezember 2017" durch die Wörter "bis zum 28. Februar 2018" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "Ab dem 1. Januar 2018" durch "Ab dem 1. März 2018" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "die Diensteanbieter" durch folgende Wörter ersetzt: "die Diensteanbieter, die sich vor dem 31. Dezember 2017 konkret verpflichtet haben, sich in das Zertifizierungsverfahren einzuschalten, und diese Verpflichtung durch die Einreichung einer Bewerbungsakte über die Plattform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) bestätigt haben" ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter "bis zum 31. Dezember 2017" durch die Wörter "bis zum 28. Februar 2018" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "Ab dem 1. Januar 2018" durch "Ab dem 1. März 2018" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "die Diensteanbieter" durch folgende Wörter ersetzt: "die Diensteanbieter, die sich vor dem 31. Dezember 2017 konkret verpflichtet haben, sich in das Zertifizierungsverfahren einzuschalten, und diese Verpflichtung durch die Einreichung einer Bewerbungsakte über die Plattform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) bestätigt haben" ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter "bis zum 31. Dezember 2017" durch die Wörter "bis zum 28. Februar 2018" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "Ab dem 1. Januar 2018" durch "Ab dem 1. März 2018" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 28 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "die Diensteanbieter" durch folgende Wörter ersetzt: "die Diensteanbieter, die sich vor dem 31. Dezember 2017 konkret verpflichtet haben, sich in das Zertifizierungsverfahren einzuschalten, und diese Verpflichtung durch die Einreichung einer Bewerbungsakte über die Plattform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) bestätigt haben" ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter "bis zum 31. Dezember 2017" durch die Wörter "bis zum 28. Februar 2018" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "Ab dem 1. Januar 2018" durch "Ab dem 1. März 2018" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 31 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 werden die Wörter "die Diensteanbieter" durch folgende Wörter ersetzt: "die Diensteanbieter, die sich vor dem 31. Dezember 2017 konkret verpflichtet haben, sich in das Zertifizierungsverfahren einzuschalten, und diese Verpflichtung durch die Einreichung einer Bewerbungsakte über die Plattform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be) bestätigt haben" ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "bis zum 31. Dezember 2017" durch die Wörter "bis zum 28. Februar 2018" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "Ab dem 1. Januar 2018" durch "Ab dem 1. März 2018" ersetzt.

**Art. 8** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2018 in Kraft.

Namur, den 21. Dezember 2017

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/200184]

**21 DECEMBER 2017. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 8 maart 2017, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 juli 2017 tot gedeeltelijke uitvoering, inzake economie, innovatie en digitale technologieën, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportefolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille**

De Minister van Economie, Onderzoek, Industrie, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, de artikelen 11 tot 14;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, de artikelen 57 tot 62;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportefolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportefolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit ministerieel besluit de verlenging van de tijdelijke erkenningstermijn van de dienstverleners beoogt om zoveel mogelijk verleners de mogelijkheid te geven om zich in orde te stellen met het behalen van het nieuwe label onder de strikte voorwaarde dat ze zich concreet vóór 31 december 2017 in de labelingsprocedure hebben verbonden en die deze verbintenis hebben aangegaan met de indiening van een kandidatuur dossier;

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 6 van het ministerieel besluit van 8 maart 2017, zoals gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 juli 2017, tot gedeeltelijke uitvoering, inzake economie, innovatie en digitale technologieën, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "de dienstverleners" vervangen door de woorden "de dienstverleners die zich concreet vóór 31 december 2017 in de labelingsprocedure hebben verbonden en die deze verbintenis hebben aangegaan met de indiening van een kandidatuur dossier via het platform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be)";

2° in het eerste lid, worden de woorden "tot 31 december 2017" vervangen door de woorden "tot 28 februari 2018";

3° in het tweede lid, worden de woorden "Vanaf 1 januari 2018" vervangen door de woorden "Vanaf 1 maart 2018".

**Art. 2.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de dienstverleners" vervangen door de woorden "de dienstverleners die zich concreet vóór 31 december 2017 in de labelingsprocedure hebben verbonden en die deze verbintenis hebben aangegaan met de indiening van een kandidatuur dossier via het platform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be)";

2° in het eerste lid worden de woorden "tot 31 december 2017" vervangen door de woorden "tot 28 februari 2018";

3° in het tweede lid, worden de woorden "Vanaf 1 januari 2018" vervangen door de woorden "Vanaf 1 maart 2018".

**Art. 3.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de dienstverleners" vervangen door de woorden "de dienstverleners die zich concreet vóór 31 december 2017 in de labelingsprocedure hebben verbonden en die deze verbintenis hebben aangegaan met de indiening van een kandidatuur dossier via het platform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be)";

2° in het eerste lid worden de woorden "tot 31 december 2017" vervangen door de woorden "tot 28 februari 2018";

3° in het tweede lid worden de woorden "Vanaf 1 januari 2018" vervangen door de woorden "Vanaf 1 maart 2018".

**Art. 4.** In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de dienstverleners" vervangen door de woorden "de dienstverleners die zich concreet vóór 31 december 2017 in de labelingsprocedure hebben verbonden en die deze verbintenis hebben aangegaan met de indiening van een kandidatuur dossier via het platform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be)";

2° in het eerste lid worden de woorden "tot 31 december 2017" vervangen door de woorden "tot 28 februari 2018";

3° in het tweede lid, worden de woorden "Vanaf 1 januari 2018" vervangen door de woorden "Vanaf 1 maart 2018".

**Art. 5.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de dienstverleners" vervangen door de woorden "de dienstverleners die zich concreet vóór 31 december 2017 in de labelingsprocedure hebben verbonden en die deze verbintenis hebben aangegaan met de indiening van een kandidatuur dossier via het platform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be)";

2° in het eerste lid, worden de woorden "tot 31 december 2017" vervangen door de woorden "tot 28 februari 2018";

3° in het tweede lid, worden de woorden "Vanaf 1 januari 2018" vervangen door de woorden "Vanaf 1 maart 2018".

**Art. 6.** In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de dienstverleners" vervangen door de woorden "de dienstverleners die zich concreet vóór 31 december 2017 in de labelingsprocedure hebben verbonden en die deze verbintenis hebben aangegaan met de indiening van een kandidatuur dossier via het platform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be)";

2° in het eerste lid, worden de woorden "tot 31 december 2017" vervangen door de woorden "tot 28 februari 2018";

3° in het tweede lid, worden de woorden "Vanaf 1 januari 2018" vervangen door de woorden "Vanaf 1 maart 2018".

**Art. 7.** In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden de woorden "de dienstverleners" vervangen door de woorden "de dienstverleners die zich concreet vóór 31 december 2017 in de labelingsprocedure hebben verbonden en die deze verbintenis hebben aangegaan met de indiening van een kandidatuur dossier via het platform [www.label-entreprises.be](http://www.label-entreprises.be)";

2° in paragraaf 2, worden de woorden "tot 31 december 2017" vervangen door de woorden "tot 28 februari 2018";

3° in het tweede lid, worden de woorden "Vanaf 1 januari 2018" vervangen door de woorden "Vanaf 1 maart 2018".

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Namen, 21 december 2017.